Samedi 13 et dimanche 14 janvier 1979 – No 1008

BP 61. 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Du travail pour tous

Vendredi 12, journée d'action en Lorraine Solidarité avec ceux de Longwy comme ceux de Denain

VENDREDI 12, les sidérurgistes et tous les travailleurs de Lorraine démontrent leur volonté de riposter aux attaques du gouvernement. Avec les milliers de licenciements prévus, c'est aussi toute une région qui est frappée. L'offensive du patronat et du gouvernement est telle que l'ensemble des travailleurs de France sont concernés, qu'un million huit-cent mille d'entre eux sont déjà au chômage. Voilà pourquoi il est indispensable que se développe l'unité des travailleurs actifs et chômeurs, Français et immigrés, et la solidarité avec ceux du Nord et de Lorraine, objets aujourd'hui d'une attaque massive. C'est la seule voie pour construire un rapport de force capable de tenir en échec tous ces plans de licenciements.

(Voir pages 3, 4 et 5)

France-Japon

Deux attitudes face au danger de guerre

LE gouvernement japonais a fait savoir qu'il allait suspendre l'aide économique au Vietnam suite à l'agression de ce dernier contre le Kampuchea. L'aide prévue en 1979 devait se matérialiser par un don de 20 millions de dollars et un autre don de 50 millions de dollars en marchandises. Lors de la conclusion de ces accords, le Vietnam s'était engagé à ne pas provoquer la guerre dans la région. En envahissant le Kampuchea, le Vietnam a rompu ses engagements. Les banques japonaises ont suivi l'exemple du gouvernement en décidant de mettre un terme aux prêts accordés au Vietnam, les coopératives agricoles ont cessé leur campagne de soutien aux sinistrés des inondations qui se caractérisaient par l'envoi de fonds. De ces dons, de ces prêts, le Vietnam s'est servi pour mener la guerre contre le Kampuchea, provoquant ainsi, pour les besoins de Moscou, une zone d'instabilité dans la région.

Mettant fin à ces dons, le Japon marque donc son inquiétude face à la situation actuelle en Asie et montre sa volonté de s'opposer nettement et dans les faits à la politique impérialiste de l'Union soviétique en Asie. Ce n'est pas la première fois que le Japon montre une telle fermeté. Signer un traité de paix et d'amitié avec la Chine malgré les pressions de l'URSS allait déjà dans ce sens.

On ne peut pas dire la même chose de la politique française. Au sommet de la Guadeloupe qui a réuni la France, la Grande-Bretagne, la RFA et les États-Unis, Giscard est apparu le plus conciliateur envers l'URSS qu'il ne veut pas « décevoir ». C'est pour cette raison que la réaction du gouvernement français par rapport à l'agression du Vietnam a été molle, ne mettant en cause ni le Vietnam ni l'URSS. En cette période où l'agressivité de l'URSS et les dangers qu'elle fait courir dans le monde apparaissent de plus en plus nettement, Giscard est le premier à vouloir réduire ou même supprimer la vente d'armes à la Chine pour ne pas déplaire à l'URSS. Il serait également question que la France alloue de nouveaux crédits aux dirigeants soviétiques. Pourtant, quand ses intérêts directs sont menacés, l'impérialisme français est capable de réagir comme à l'égard des SALT ou au Zaïre par exemple.

Mais l'Asie est loin et Giscard estime sans doute que le danger n'est pas immédiat. C'est là une politique à courte vue car ce que fait aujourd'hui l'URSS en Asie n'est que le préliminaire de ce qui se passera plus tard en Europe.

Ainsi, faire des sourires, céder devant une superpuissance telle que l'URSS n'auront pour conséquence que d'accroitre les désirs et les arrogances de celle-ci. L'histoire de la dernière guerre est là pour nous le rappeler.

Sans compter que de nouveaux prêts alloués à l'URSS ne feraient qu'accroitre la militarisation de celle-ci et le danger d'une agression contre l'Europe et donc contre notre pays.

Evelyne LE GUEN.

VICTOIRE DIPLOMATIQUE DU PEUPLE CAMBODGIEN

Il faut développer le soutien

LE peuple kampuchean a remporté jeudi soir une indiscutable victoire diplomatique avec l'accord donné par le Conseil de sécurité à l'audition du prince Norodom Sihanouk à l'ONU.

C'est par 13 voix contre 2 (URSS et Tchécoslovaquie) que le Conseil a pris cette décision, l'ensemble des pays du tiers monde qui y sont présents faisant cause commune pour soutenir le gouvernement légitime du Kampuchea. Il s'agit de la Zambie, de la Bolivie, du Bengladesh, du Nigéria, du Koweit, du Gabon et de la Jamaïque. Le prince Sihanouk a déclaré : *« Je suis De Gaulle à Londres en 1940 »* et dénoncé l'agression soviéto-vietnamienne affirmant notamment : *« avec l'URSS, le Vietnam s'est livré à une agression de grande échelle, on ne peut parler de guerre civile. »*

Plus que jamais, il est indispensable qu'un large soutien se développe en France comme dans le monde pour soutenir le courageux peuple du Kampuchea contraint à mener de nouveau aujourd'hui la guerre populaire.

Après la Roumanie et la Yougoslavie

La Corée condamne le Vietnam

L'ORGANE central du Parti communiste de la République populaire et démocratique de Corée a condamné vendredi l'agression vietnamienne au Kampuchea. Il s'agit, précise l'article, d'une *« trahison contre la réalisation du socialisme »*.

Soutien à la cause nationale du Kampuchea

Une excellente initiative

COMME l'ensemble de la presse, nous venons de recevoir communication d'une initiative lancée dans la région marseillaise par un groupe très large de personnalités d'opinions différentes favorable à un soutien actif à la juste cause nationale du peuple du Kampuchea. Pour ce qui nous concerne, approuvant sans réserve cette initiative, nous appelons nos propres lecteurs à lui répondre rapidement en envoyant leurs signatures et qualités directement à la personne chargée de centraliser les réponses, au nom des premiers signataires.

Ces derniers tiennent à ce que soit précisé qu'il s'agit d'un *appel* lancé par d'anciens militants de différentes organisations de soutien au peuple du Vietnam dans sa guerre de libération nationale contre l'impérialisme américain, aujourd'hui décidés à soutenir la cause nationale du peuple du Kampuchea contre ses nouveaux agresseurs.

D'après les renseignements qui nous sont déjà parvenus, cette initiative serait d'ores et déjà approuvée par un certain nombre de militants de base des deux partis de gauche, le PCF et le PS, et nous disons franchement que nous nous en réjouissons.

Bien entendu, les noms que nous publions ne sont ceux que des premiers signataires, et nous publierons ultérieurement les listes d'autres signataires.

(Voir l'appel page 6)

LE MONDE EN MARCHE

La Fédération indochinoise, un vieux projet cher à Hanoi

L'INVASION du Kampuchea démocratique par les troupes vietnamiennes a révélé clairement au monde entier que le Vietnam ne poursuivait pas, comme il le prétend, une politique de paix et d'indépendance dans la région d'Asie du Sud-Est.

Dans notre édition datée du mercredi 10 janvier, nous avons expliqué quelles étaient les ambitions de Moscou dans la région et comment il faisait travailler le Vietnam pour le compte de ses propres projets de domination mondiale. Mais le Vietnam poursuit aussi ses ambitions à lui et il s'est vendu à Moscou dans le but de bénéficier d'une aide militaire considérable lui permettant de réaliser son rêve. Ce qui est d'ailleurs un bien mauvais calcul des dirigeants vietnamiens car on n'a jamais vu les impérialistes russes accorder une « aide » à un pays tiers sans en tirer un profit politique ou économique plus grand que l'aide versée.

LA FÉDÉRATION INDOCHINOISE

Le rêve du Vietnam ? Englober, dans une « *Fédération indochinoise* » qu'il contrôlerait, le Laos et le Kampuchea.

Il faut d'ailleurs rappeler que la thèse d'une Fédération indochinoise n'est pas nouvelle. Elle date, en effet, de 1930, époque où fut fondé le Parti communiste indochinois, censé diriger la lutte dans les trois pays d'Indochine : le Vietnam, le Laos et le Cambodge. En fait, les dirigeants et les cadres de ce parti étaient pour la plupart vietnamiens. Même au Cambodge, le parti était dirigé par des Vietnamiens.

Cette situation n'est pas sans rappeler les relations entre le PCF et le Parti communiste algérien, le deuxième étant plus un appendice du premier qu'un parti réellement indépendant.

En 1951, le Parti communiste indochinois est dissout et la thèse de la Fédération indochinoise officiellement abandonnée.

Mais, en fait, un certain nombre de dirigeants vietnamiens, formés dans l'idée qu'ils sont supérieurs aux Cambodgiens et aux Laotiens, aimeraient bien continuer à imposer le point de vue défini à Hanoï et à diriger la lutte dans les pays voisins, selon leurs conceptions.

C'est la fondation d'un parti communiste véritablement cambodgien, le 30 septembre 1960, doté de cadres cambodgiens et non vietnamiens, qui imprimera un nouvel essor à la lutte anti-impérialiste au Kampuchea.

De 1970 à 1975, bénéficiant du soutien des maquisards cambodgiens dirigés par Pol Pot, les Vietnamiens qui luttent contre l'impérialisme américain, utilisent le territoire cambodgien comme zone de repli. Ils sont nourris et protégés par la population khmère.

APRES 1975

Or, en 1975, après la libération des deux pays, il semble que les dirigeants vietnamiens aient eu la prétention de ne pas évacuer les zones qu'ils utilisaient pendant la guerre. La fin de la lutte contre les agresseurs américains marque la volonté de Hanoï de mettre la main sur les deux pays voisins. Cela coïncide avec une mise à l'écart de dirigeants vietnamiens, partisans d'une réelle indépendance des pays indochinois et d'un non-alignement vis-à-vis des grandes puissances. On sait aussi que depuis le début des années 1970, les ressortissants chinois, membres du Parti communiste vietnamien sont contraints de démissionner. Aujourdd'hui, l'équipe dirigeante de Hanoï est composée d'hommes formés politiquement et militairement en URSS et qui ont choisi l'alignement sur Moscou, trahissant en cela l'esprit du testament d'Ho Chi-minh (qui préconisait, lui, de conserver de bonnes relations tant avec la Chine qu'avec l'URSS).

VIETNAMISATION

Reprenant à leur compte la thèse si chère à Brejnev de la « souveraineté limitée », les dirigeants vietnamiens qui ont applaudi l'invasion de la Tchécoslovaquie commencent par vietnamiser le Laos. En juillet 1977, un traité est signé entre les deux pays, la frontière est pratiquement supprimée, 80 000 civils et 50 000 militaires vietnamiens s'installent dans le pays, assurant en fait la direction des affaires de l'État lao.

Parallèlement, sous couvert d'« amitié spéciale », la même tentative de vietnamisation du Kampuchea était menée. Mais là, Hanoï se heurtait à un os ! Les dirigeants cambodgiens n'avaient pas du tout l'intention de laisser leur pays avaler par le Vietnam. Voilà pourquoi après l'échec de la tactique « douce », le Vietnam s'est lancé dans une offensive militaire éclair contre le Kampuchea.

Alors que le gouvernement du Kampuchea démocratique accusait les dirigeants vietnamiens de vouloir créer et dominer cette fameuse Fédération indochinoise, la direction de Hanoï a toujours juré, la main sur le cœur, que ce projet était depuis longtemps « *tombé dans les oubliettes de l'histoire* ». Or, que lit-on dans le journal de l'armée vietnamienne qui vient de saluer la mise en place des fantoches de Hanoï à Phnom Penh : « *Les trois pays indochinois vont désormais construire leur avenir ensemble* ». De même, le message du gouvernement lao (dirigé en fait par Hanoï) souligne que « *la victoire du FUNSK est la victoire des trois peuples indochinois* ». On ne saurait être plus clair ! Les belles paroles de Hanoï sur le respect de l'indépendance des pays voisins ne sont que du bluff.

JUSQU'OU IRA LE VIETNAM ?

Une autre question se pose (et les pays d'Asie du Sud-Est se la posent d'ailleurs avec inquiétude) : pourquoi le Vietnam se contenterait-il des seuls Laos et Kampuchea ? Si le Kampuchea, nouvellement conquis, est intéressant économiquement, il faut surtout remarquer qu'il occupe une position clé entre le Vietnam et les autres pays d'Asie du Sud-Est. En faisant sauter cet obstacle à leur progression, les dirigeants vietnamiens espèrent pousser plus loin. Soutenu par l'URSS dont il fait le jeu, le Vietnam risque de s'en prendre tôt ou tard à la Thaïlande toute proche, puis à la Malaisie, Singapour, etc. Mais l'aventure est périlleuse : comme au Kampuchea où le Vietnam vient d'envoyer des troupes de renfort (preuve qu'il ne domine pas la situation), les peuples de ces pays résisteront à l'occupation étrangère.

Claude LIRIA

Une lettre de Ieng Sary au gouvernement thailandais

IENG Sary, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Kampuchea démocratique, a fait parvenir une lettre au ministre des Affaires étrangères de Thaïlande. Actuellement dans un maquis au sud-ouest du Kampuchea, Ieng Sary a demandé l'autorisation, pour lui et pour Kieu Samphan, de transiter par la Thaïlande en vue de missions futures. Cette nouvelle avait déjà fait le bonheur de spéculateurs qui avaient vu dans cette demande un appel au droit d'asile ou autres balivernes.

Le ministre des Affaires étrangères thaïlandaises a répondu à des journalistes que la réponse à Ieng Sary et Kieu Samphan serait probablement positive.

Invasion vietnamienne au Kampuchea

Les réactions internationales

Japon

LE gouvernement japonais a décidé de suspendre son aide au Vietnam dans la mesure où celui-ci n'avait pas rempli ses engagements, à savoir qu'il n'avait rien fait pour trouver une solution pacifique aux problèmes qui l'opposait au Kampuchea. Ces engagements figuraient comme condition émise par le gouvernement japonais pour l'obtention de cette aide.

Le Japon a fait savoir également qu'il mènerait une politique en liaison avec les pays de l'ASEAN qui d'ailleurs bénéficieront de prêts en yens afin d'assurer la stabilité dans la région.

De leur côté, les coopératives agricoles de la région d'Akita ont décidé, lors d'une réunion extraordinaire tenue jeudi 11 janvier à Tokyo, d'arrêter leur campagne pour réunir des fonds de secours aux victimes des inondations au Vietnam. Cette décision a été prise à la suite de l'analyse faite par le congrès national des coopératives sur les derniers événements en Indochine. Cette campagne avait été lancée l'année dernière suite aux inondations et elle appelait chaque famille à faire don de 500 yens pour acheter du riz destiné aux sinistrés.

Thaïlande

LE premier ministre thaïlandais a appelé les Nations-Unies à mettre immédiatement fin à la situation au Kampuchea qui empire de jour en jour, plutôt que de garder le silence. Par ailleurs, il a déclaré que les pays membres de l'ASEAN devraient se montrer plus préoccupés de cette situation. Puis répondant à une question concernant les dangers que court la Thaïlande aujourd'hui du fait de l'agression vietnamienne, il a affirmé : « *Je suis convaincu que nous sommes capables de garantir la sécurité du pays, notre pays, nous sommes prêts à nous dresser n'importe quand pour défendre les intérêts de notre nation* ».

Une réunion des pays de l'ASEAN doit en effet se tenir le 12 et 13 janvier à Bangkok pour examiner la situation dans la région à la suite des événements survenus au Kampuchea. Le ministre des Affaires étrangères thaïlandais a indiqué que les pays de l'ASEAN (Thaïlande, Malaisie, Singapour, Philippines et Indonésie) étaient en accord sur l'analyse des événements au Kampuchea.

Malaisie

L'INVASION du Kampuchea par le Vietnam compromet la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est a déclaré le ministre des Affaires étrangères de Malaisie qui a ajouté : « *La Malaisie espère ardemment qu'aucune puissance étrangère ne tentera de justifier son intervention dans les affaires intérieures du Kampuchea* ».

Comme Gribouille ... Carter

L'AGENCE américaine du désarmement, organe officiel du gouvernement, vient de publier une étude révélant qu'en cas de guerre nucléaire, dans une première phase du conflit, le nombre des morts serait de 23 millions pour les Soviétiques et d'un nombre équivalent pour les Américains. Cette étude part de l'hypothèse que les deux camps disposent de l'arsenal autorisé par les Salt II.

Ce document est utilisé par la Maison Blanche comme moyen de pression sur le congrès pour influencer les parlementaires hostiles à une ratification de l'accord Salt II. De son côté, Brejnev vient de déclarer à une délégation de sénateurs américains en visite à Moscou : « *Si l'accord n'est pas ratifié, cela sera plus dangereux qu'un retour à la guerre froide des années cinquante.* »

Ainsi, Carter en vient à utiliser le chantage nucléaire pour tenter de faire avaler au peuple américain la politique de détente derrière laquelle Brejnev s'abrite pour développer ses entreprises agressives. Comme Gribouille qui se jetait à l'eau pour ne pas être mouillé par la pluie, Carter veut donner satisfaction à Brejnev dans l'espoir de limiter ses ambitions.

DANS L'ACTUALITE

Les accords SALT

Le rideau de fumée devant la course aux armements nucléaires

LA signature des accords sur la limitation des armes nucléaires stratégiques SALT traîne depuis des mois. Les accords qui prétendent limiter le développement des forces nucléaires cachent en réalité une course aux armements ininterrompue.

Les négociations sur la limitation des armememnts nucléaires stratégiques (*) SALT ont commencé en 1969. Elles prenaient le relais de la ridicule et démagogique tentative de Kennedy et Krouchtchev d'établir un désarmement général et complet sur la terre (il s'agissait déjà en fait d'essayer de désarmer l'adversaire).

Le premier accord SALT (SALT 1) fut signé le 26 mai 1972 entre Nixon et Brejnev. Il prévoyait principalement la limitation du nombre des missiles intercontinentaux balistiques (*) ICBM lancés depuis la terre et des missiles stratégiques sur sous-marins nucléaires SLBM. D'après les accords SALT 1, les USA ne devaient pas posséder plus de 1 054 des premiers et plus de 656 des seconds. L'URSS elle, ne devait pas dépasser les chiffres de 1 618 et 740 respectivement. La supériorité numérique accordée à l'URSS dans la possession de ces armes devait compenser selon les négociateurs la qualité inférieure à l'époque de ses armes.

Ce premier accord ne mettra pas fin bien au contraire à la course aux armements nucléaires. En premier lieu, il néglige de comptabiliser certains armements de première grandeur tels que les bombardiers intercontinentaux (les B52 américains par exemple) qui avec les missiles ou les sous-marins nucléaires sont l'un des trois engins de lancement des bombes nucléaires.

En second lieu, cet accord laisse toute liberté aux superpuissances de développer la technologie des armes nucléaires stratégiques. L'amélioration poussée et le perfectionnement qualitatif des armes se traduira non seulement par une meilleure précision mais aussi par leur multiplication.

LA MULTIPLICATION DES BOMBES

Les deux pays, après les accrds SALT 1, vont se lancer dans une course à l'amélioration technologique des armes. Les Américains les premiers réussirent à contourner la limitation du nombre des missiles ICBM et SCBM et donc des bombes transportées en construisant des missiles porteurs de plusieurs bombes ou têtes nucléaires ou encore ogives). Ces missiles furent nommés missiles MIRV. Si, au début, ces têtes nucléaires tombaient en grappes sur le même objectif, il fut ensuite possible de les diriger indépendamment l'une de l'autre sur des objectifs différents. Ainsi, sans augmenter le nombre de leurs missiles, les USA multiplièrent le nombre de leurs bombes et leur possibilité d'anéantir des objectifs ennemis. En 1975, l'URSS, elle aussi, équipait ses missiles de MIRV. Avec ces derniers, un missile peut contenir de 3 à 15 bombes atomiques d'une puissance pouvant aller d'une à vingt fois la puissance de celle d'Hiroshima.

En 1974, sera signé un nouvel accord à Vladivostok entre l'URSS et les USA. Cet accord prévoit la mise au panier d'un certain nombre d'armes dépassées par le progrès et actualise le nombre des engins de lancement autorisé. Cet accord engage les négociations SALT II qui auraient dû être signées en 1976 et qui ne le sont pas encore. L'accord prévoit qu'URSS et USA dont les armes sont désormais d'égale qualité, ne doivent pas posséder plus de 2 400 engins de lancement (missiles et bombardiers) dont 1 320 MIRV. Les deux superpuissances ayant toute latitude de perfectionner leur armement.

UNE ACCUMULATION ININTERROMPUE DE FORCES DESTRUCTIVES

Les accords SALT ont donc uniquement porté sur la limitation des engins de lancement et non des bombes. Si le nombre des premiers est resté relativement stable depuis 1972, par contre le nombre des bombes nucléaires a considérablement augmenté atteignant une invraisemblable capacité de destruction. D'après les experts français, les USA qui, en 1972, possédaient 7 000 bombes atomiques en ont actuellement entre 20 000 et 30 000. L'URSS qui en avait 2 600 en 1972 en aurait entre 17 000 et 26 000 (l'imprécision des calculs est dû au fait que tout l'armement ne peut pas être opérationnel au moment de la décision de tir.)

La preuve est donc faite que les négociations sur la limitation des armes nucléaires stratégiques constitue un vaste rideau de fumée destiné à masquer au monde la course aux armements. De nouvelles armes continuent d'apparaitre bouleversant les normes établies, rendant caducs les accords signés. Citons le missile américain CRUISE indétectable par les radars car il voie en rase-motte en suivant les points bas (vallées...) téléguidé, changeant continuellement de direction et capable de voler sur 3 500 km pour atteindre sa cible avec une précision de l'ordre de quelques mètres. Tel est aussi le cas du bombardier soviétique « Backfire » ravitaillable en vol et pouvant lancer des missiles sur des objectifs distants de 750 km... ces armes font l'objet de marchandage acharnés entre Soviétiques et Américains, chacun voulant soustraire leurs nouvelles armes à toute limitation.

Henri MAZEREAU

Denain, une cité ouvrière. Voyant venir la crise, les patrons de la sidérurgie ont proposé aux ouvriers d'acheter ces maisons (Photo HR)

Denain, Longwy, Dunkerque, solidarité !

Les syndicats seuls ne peuvent rien

JEUDI dans la matinée je passe à l'union locale CGT aux nouvelles. Les militants sont là. La grève de la veille ? *« Il n'y a pas eu de mot d'ordre de grève pour le groupe ». Liberté* dément aujourd'hui l'information qu'il a fait passer la veille : je le constaterai plus tard en lisant le quotidien régional.

Les gars racontent ce qu'ils ont fait hier mercredi, visiblement satisfaits : une cinquantaine de militants de la région (Trith-Denain et d'autres boites) ont occupé la chambre patronale à Valenciennes de 11 h à 16 h. La banderole mise aux fenêtres de la chambre patronale sèche dans la pièce à côté. Dommage si j'avais su ! A midi, on passait justement à Valenciennes avec un camarade qui m'avait piloté pour une opération photo. *« Tu comprends bien,* me disent-ils, *ce genre de chose on ne peut pas l'annoncer à l'avance. Une fois dedans on a informé la télé qui est venue. Ils ont filmé pendant une heure il y a eu à peine trois mots le soir aux informations régionales. Elle a fait silence sur la CGT, mais on fera encore parler de nous. Le mauvais temps ne nous a pas aidé pour ça, mais si ça s'arrange... De toute façon il y aura d'autres choses. Bien sûr, on ne peut pas le dire d'avance pour ce genre d'action... »*

Ces militants ont agi ; ils sont contents, on les comprend bien. Pourtant, quand les militants CFDT avaient occupé par exemple la chambre de commerce à Denain, à la CGT, on disait : *« Quelques militants occupent à Denain, c'est rien ».* Est-ce si différent à Valenciennes ?

Nous, nous ne sommes pas contre ce genre d'action même avec un petit nombre de préférence si ça s'appuie sur une mobilisation, une action de masse des travailleurs ou pour attirer l'attention, faire parler d'un problème ignoré dont on ne parle pas. Mais ici ? On ne peut pas dire que les licenciements dans la sidérurgie, ici à Denain, ce soit ignoré, surtout pas dans la région. Bref, on dirait que chaque syndicat fait quelque chose pour dire « on a fait quelque chose » pour se faire un peu de publicité ! D'ailleurs, pour l'opération Valenciennes *Liberté* titre : *« La CGT occupe la chambre patronale ».* En plus cela correspond à des idées qui existent malheureusement chez les travailleurs : *« Les syndicats s'en occupent, les syndicats ne laisseront pas faire ça ».* Malheureusement en effet, parce que les syndicats, seuls, ne peuvent rien. Ce qu'il faut c'est que les travailleurs, la masse des travailleurs agissent. C'est eux la force ! Et bien sûr, ils ont besoin pour cela d'organisations, de syndicats, mais il faut que les travailleurs agissent.

En tout cas, à voir ces militants une chose est certaine. Ils veulent agir, ils ne veulent pas laisser aller les choses et c'est le reflet bien plus largement d'une volonté des travailleurs : l'occupation des services centraux à Trith, la manifestation à Denain le prouvent assez ! Et l'action qu'il faut c'est une action qui fasse mal aux patrons, qui touche leurs profits ! C'est la grève, c'est ça la première arme des travailleurs ! Il ne faut pas attendre le printemps.

Au faubourg Duchateau

Le Faubourg Duchateau est un quartier de Denain. Mais ça n'est plus Denain. D'abord, c'est de l'autre côté de l'Escaut, loin du centre, ensuite ce sont des immeubles même s'ils sont nommés « pavillons ». L'image du pavillon est vite démolie d'ailleurs dès qu'on entre dans une entrée d'excalier noire, froide, humide en mauvais état. Logent ici ceux qui ne travaillaient pas en ville au temps où De-

(Suite page 4)

De notre envoyé spécial
Gilles CARTENTIER

Grève en Lorraine

AUJOURD'HUI, à l'appel de la CGT, CFDT et de la FEN, une grève régionale est prévue en Lorraine suite aux milliers de licenciements annoncés dans la sidérurgie ! Pour essayer de faire passer cette nouvelle vague de licenciements, Barre a annoncé que des « mesures » seraient prises en conseil des ministres mercredi prochain pour la région du Nord. Les seules mesures à prendre pour les travailleurs, c'est de se battre tous ensemble, de se soutenir, travailleurs actifs et chômeurs et particulièrement de soutenir la lutte des sidérurgistes de Longwy, Denain, Dunkerque, etc.

C'est la seule réponse à faire aux licencieurs. Dans notre édition de lundi, notre envoyé spécial en Lorraine nous parlera de cette journée et de la riposte de la plus grande ampleur qui est nécessaire.

«La vérité des prix» c'est la hausse

LE billet de SNCF plus cher de 7,5 %, à partir du 1er février, des augmetations attendues aussi pour les autres tarifs publics, c'est la surprise de ces derniers jours. Une surprise qui n'en est pas une dans la valse continue des hausses que nous vivons Déjà on annonce que cette hausse sera suivie par d'autres au cours de l'année. La motif invoqué est le « trou » actuel de la SNCF, qui s'élèverait à 6 milliards de francs en 1979. Les augmentations de ces derniers jours rentreraient dans le cadre de l'opération « liberté des prix » ou « vérité des prix », du « jeu de la libre concurrence ». Les travailleurs voient, eux, une chose : il commence à y en avoir assez de toutes ces hausses qui réduisent de plus en plus leurs salaires !

Denain, Longwy, Dunkerque, solidarité !

(Suite de la page 3)

nain s'agrandissait : les jeunes ménages par exemple et surtout les immigrés. Ils ne sont pas très nombreux à Denain (par rapport à d'autres régions industrielles) : 600 environ travaillent à Usinor. Mais ils sont nombreux dans ce quartier. La sale propagande du gouvernement y porte d'ailleurs ses fruits empoisonnés. Les réflexions à l'égard des immigrés du genre *« vous feriez mieux de rentrer chez vous »* sont plus fréquentes ces temps derniers. Le chômage ? Une institutrice qui m'en parle me dit qu'elle n'ose plus demander la profession des parents au début de l'année : c'est tellement souvent *« chômage »* ! Là aussi comme le plus souvent à Denain, les femmes ne travaillent pas. D'ailleurs il n'y a pas de cantines ici dans les écoles. Il y a beaucoup de familles nombreuses : 7, 8 enfants. Quel est leur horizon au Faubourg Duchateau ?

Rencontre avec une famille d'immigrés

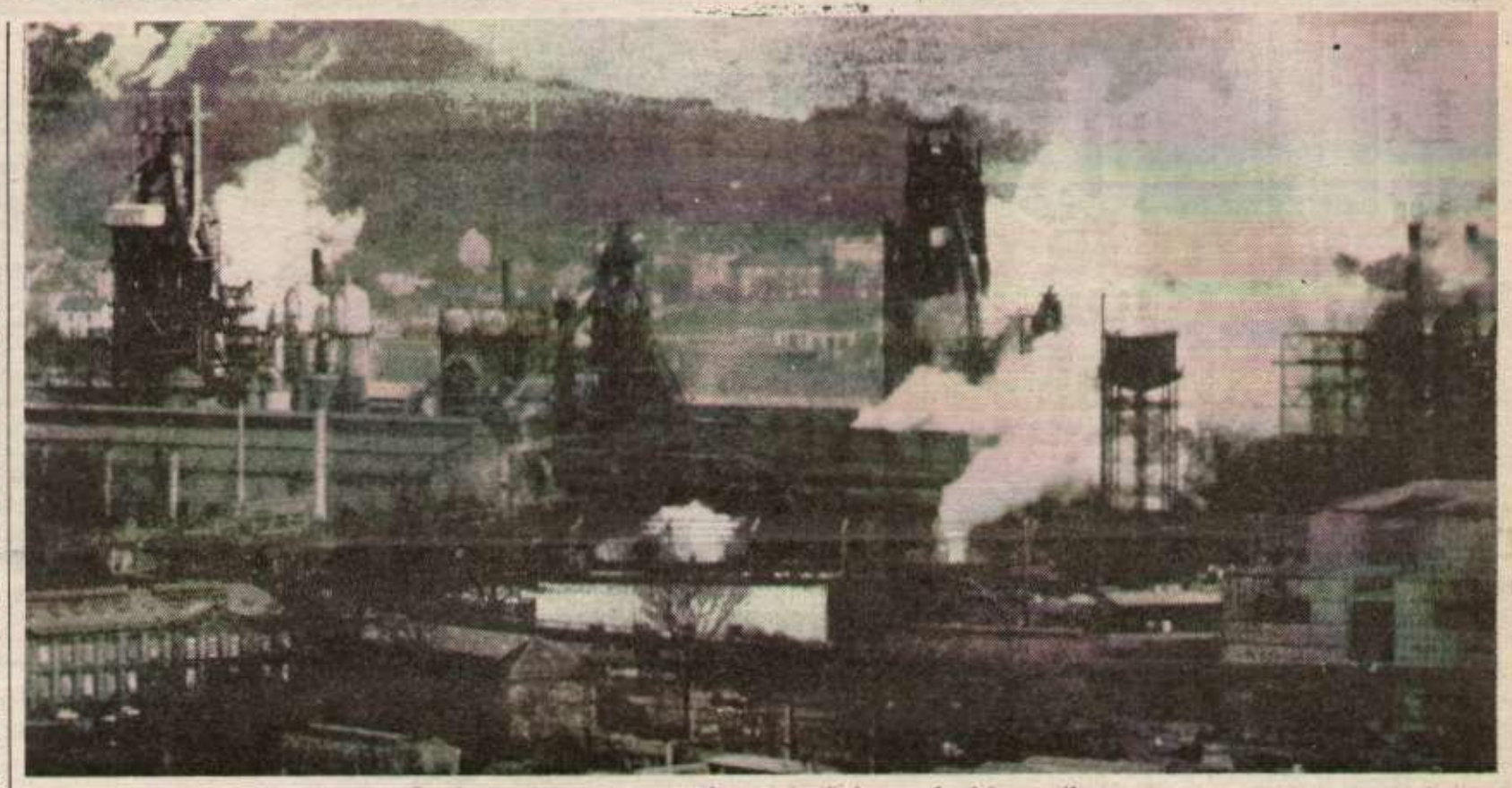
Il n'y a pas qu'au Faubourg Duchateau que logent les immigrés. Cette famille là vit en France depuis longtemps. Elle habite une cité le long d'Usinor. Tous les enfants sont nés ici ; l'ainé a 24 ans, ils sont sept. Deux travaillent mais pas à Denain, un est au service militaire en Algérie, trois sont à l'école dont un en stage à Usinor. La seconde, 23 ans est partie depuis quelques mois en Algérie. Elle était restée au chômage trois ans. *« Elle devenait folle*, dit sa mère, *les enfants vont en Algérie de temps en temps, mais ils ont toujours vécu ici. Ça va être dur pour elle. Les coutumes sont tellement différentes... Elle a trouvé du travail, elle est secrétaire »*.

Les mesures Stoléru, des mesures pour chasser les immigrés ? Ici, il travaille à Usinor depuis 27, 28 ans, il n'y croit pas trop : *« Il y a le pétrole... »*. De même pour les licenciements, il ne pense pas que les patrons pourront les faire. *« Ici les syndicats ne laisseront pas faire ça »*.

On parle de logement. Il est locataire d'Usinor comme encore sans doute 2 000 à 25 000 sidérurgistes. Usinor a fait une campagne, il y a quelques années pour vendre ses maisons aux ouvriers, avec lettre envoyée à chacun. En somme, les patrons se préparaient à tirer encore un peu plus des ouvriers avant de les licencier !

Ça continue. On peut avoir une maison pour trois quatre millions. Lui n'a pas acheté et ne pense pas le faire. D'ailleurs, il espère bien pouvoir un jour peut-être retourner dans son pays. Il pense que la moitié des ouvriers d'Usinor achètent une maison et à Usinor ou ailleurs et ont des traites. Le système marche bien car où aller après, à la retraite ? Travailler, vivre au pays, c'est sûr qu'ici on ne veut pas s'exiler.

Gilles CARPENTIER



Le plan gouvernemental : un plan qui signifie la mort de régions entières

SIDERURGIE

La bourgeoisie a ses plans, faisons les nôtres

LES capitalistes ont décidé d'un vaste plan de reconversion de la sidérurgie française. Plus de 20 000 emplois vont disparaitre. Il y a aura tous les secteurs de la sidérurgie qui seront concernés et toutes les boites : Usinor, Sacilor-Sollac, Aciéries de Paris-Outreau, Chiers-Châtillon-Neuves-Maisons, la Société métallurgique de Normandie, Creusot-Loire, les Aciéries de Pompey.

Le plan de reconversion des patrons est global, il touche tous les travailleurs de la sidérurgie et aura d'importantes conséquences sur d'autres activités dans les régions concernées : métallurgie, mines de fer, mais aussi le secteur public : effectifs de la SNCF en baisse ainsi que dans les PTT, les hôpitaux, etc.

Face à ce plan global qui signifie la mort de régions entières, la riposte des travailleurs doit être globale, à la mesure de l'attaque gouvernementale et patronale qui frappe toute la classe ouvrière.

Dans le passé, trop de luttes sont restées morcelées dans le secteur de la sidérurgie comme ailleurs. Ainsi, quand Louvroil et Thionville ont été carrément liquidés, aucune riposte n'a pu avoir lieu au niveau de l'ensemble du trust Usinor.

Pourtant, il était certain que Thionville n'était qu'une étape dans le vaste plan de liquidation des travailleurs de la sidérurgie. Car les patrons ne liquident pas la sidérurgie, loin s'en faut. Ils gardent ce qui leur rapporte le plus de profits, ils jettent le reste.

Ainsi, présentement, les barons de l'acier ont décidé de fermer Usinor-Denain. Et dans la pratique, le boulot effectué dans cette usine sera transféré dans sa totalité ou dans une grande partie à Usinor-Dunkerque. En conséquence, les charges de travail ont déjà commencé à augmenter, les travailleurs bossent à plein temps.

Les travailleurs d'Usinor-Dunkerque ne pourraient-ils alors envisager de refuser les charges supplémentaires de travail, de baisser les cadences, ceci pour soutenir concrètement les travailleurs de Denain ?

Car les travailleurs actifs, ceux qui ne sont pas encore menacés dans leur emploi, ceux qui aujourd'hui produisent et produiront ont un rôle important à jouer dans la lutte de tous les jours, dans la lutte contre les licenciements de leurs camarades.

Les travailleurs devraient refuser de voir augmenter leur charge de travail dans une entreprise comme Usinor alors que la vie de 5 000 autres travailleurs est en jeu. Car ce n'est pas parce que l'on travaille plus que le pouvoir d'achat augmentera de façon durable en système capitaliste. C'est toujours le capitaliste qui empoche les profits, pas les travailleurs. Ce n'est pas parce que l'on accepte de travailler plus aujourd'hui pour les patrons que demain on ne sera pas licencié comme les copains.

SOLIDARITÉ AVEC LES SIDÉRURGISTES

Pour défendre leur emploi, les sidérurgistes doivent tous s'unir, usines touchées par les licenciements et celles qui ne le sont pas, avec les autres travailleurs de la région et de toute la France.

C'est ce que nous appelons construire le rapport de force. Mais même établi, ce rapport de force ne suffit pas. Il faut fixer les mots d'ordre du combat contre le patronat, le gouvernement et l'État des capitalistes qui nous envoie ses flics dès que nous manifestons contre les licenciements ou pour d'autres revendications, tout ceci pour protéger la prétendue « liberté du travail ».

« Du travail pour tous » est notre mot d'ordre. Pourquoi ? Parce que ce n'est pas aux travailleurs de faire les frais de la concurrence entre les capitalistes, de la reconversion, de la modernisation. Parce qu'accepter un seul licenciement, c'est entrer dans le jeu du patronat qui dit, comme à Manufrance, : *« Ecoutez, acceptez les 334 licenciements, ce seront les derniers , cela permettra à l'entreprise de vivre »*. Gadot-Clet, le PDG de Manufrance, disait cela en août. Eh bien, les licenciements ont été acceptés.

En novembre, Gadot-Clet en demandait 1 300 autres pour, encore une fois, sauver Manufrance. Tout cela montre que si on accepte un seul licenciement, objectivement cela amène à en accepter beaucoup d'autres.

Il est possible de faire reculer le patronat sur le problème des licenciements. Mais il faut se soutenir entre nous, nous épauler, nous concerter entre tous les travailleurs de tous les groupes, mettre sur pied des commissions de tous les groupes sur les problèmes de la restructuration. Pour se battre, il faut aussi s'unir avec tous les travailleurs, ceux d'autres usines, d'autres secteurs touchés par la crise : le textile, les mines de fer, le bâtiment, etc.

TRAVAILLEURS ACTIFS-CHOMEURS, UNITÉ

Il faut dire aussi non au chômage. Le Nord et la Lorraine détiennent des taux de record de chômage. Aussi, le gouvernement s'est-il cru obligé de maintenir les 90 % pendant un an en cas de licenciement pour raison économique, alors qu'ailleurs il pénalise les chômeurs en rendant dégressif le taux d'indemnisation.

C'est une vaste entreprise de division des rangs ouvriers qu'il entreprend. Il fait des cadeaux de dizaines de milliards aux patrons pour qu'ils nous jettent à la poubelle et il veut nous rendre responsables du chômage et nous faire crever de faim, cela nous ne le permettrons pas.

Ceux qui connaissent des chômeurs du côté de Boulogne-sur-Mer, de Longwy, de Thionville, de Dunkerque savent ce que c'est d'être chômeur. Beaucoup d'entre nous, d'entre vous, pourraient ici, dans ces colonnes, témoigner de ce qu'est la vie de tous les jours d'un chômeur, jeune ou moins jeune, homme ou femme, Français ou immigré, etc.

TRAVAILLEURS FRANÇAIS, IMMIGRÉS, EUROPÉENS, SOLIDARITÉ

La solidarité entre Français et immigrés est une chose nécessaire à une période où Stoléru et le gouvernement veulent vider les immigrés après que ceux-ci se soient éreintés des années aux fours, à la chaine, aient usé leur santé. Les immigrés, voilà les ennemis, disent les capitalistes aux travailleurs français, regardez, ils viennent manger votre pain. Non, les immigrés travaillent comme nous, dans les puits de mines, ou ailleurs, à nos côtés. Ce sont des travailleurs comme les autres, des travailleurs à part entière avec qui nous devons nous unir.

Mais la solidarité est aussi hors de nos frontières, à quelques kilomètres en Belgique, au Luxembourg, en Allemagne. Dans chacun de ces pays, patrons et gouvernement entendent bien faire payer la crise aux travailleurs du pays.

Que l'ouvrier s'appelle Durant, Dupuis ou Wolf, il a les mêmes intérêts : la disparition du capitalisme parce que c'est ce système qui produit le chômage, la misère, la ruine des petits paysans.

Barre et Giscard ne sont pas les seuls en cause, ils ne sont pas des méchants qui nous veulent du mal, ils servent les intérêts du patron, des patrons. Tant que durera le capitalisme, il y aura des gens comme ça qui nous gouverneront. Alors, camarades sidérurgistes, tous unis, opposons-nous de toutes nos forces au plan de liquidation des travailleurs.

Yves LEPIC

L'HUMANITÉ ROUGE – Samedi 13 et dimanche 14 janvier 1979

Le patronat boude le 2e pacte national pour l'emploi

NOUS ne nous sommes fait guère d'illusions sur les plans Barre No 1 et No 2 associant judicieusement l'exploitation des jeunes et les profits des patrons.
Mais un léger clivage s'est opéré entre les deux plans Barre. En effet, le second plan accorde moins d'avantages aux patrons (exemple : les charges sociales ne sont plus assumées totalement par l'État), conséquement les « bénéficiaires » des stages du deuxième plan sont moins nombreux que ceux du premier.

LES OBJECTIFS DU 2e PLAN BARRE ET LA RÉALITÉ

L'objectif du 2e plan national était de permettre à 400 000 jeunes de « *trouver du travail* » ou de « *s'insérer dans la vie active* ». Or, bien que tous les résultats chiffrés ne soient pas encore connus (mais la différence ne sera pas bien importante) on sait que cet objectif ne sera pas atteint. Au total ce sont 147 500 jeunes et 1 200 femmes qui ont été concernés par la deuxième série de stages Barre. Le fossé entre l'objectif que le gouvernement s'était proposé d'atteindre et la réalité (251 300) est profond.

LE PATRONAT BOUDERAIT LES STAGES...

Boulin déclarait au Conseil des ministres du 19 décembre 1978 : « *Les tendances observées à la fin du mois de novembre apparaissent positives pour les contrats d'apprentissage, dont le nombre devrait dépasser 100 000 à la fin de l'année.* », ensuite, il émettait quelques réserves sur les résultats des autres stages, comme les stages pratiques en entreprise (*).

Il n'est guère étonnant que la voie de l'apprentissage soit celle qui se développe le plus. Elle constitue avec les stages de préformation (*) la combinaison la plus avantageuse pour les patrons.

... POUR PRÉFÉRER L'APPRENTISSAGE

Le stage de préformation qui s'écoule sur quatre mois environ est rémunéré au stagiaire 450 francs par mois et l'apprenti touche durant son apprentissage graduellement entre 15 % et 60 % du SMIC. Il est clair donc que l'apprentissage soit le chouchou des patrons, c'est ce qui lui coûte le moins cher.

Nous savions d'ores et déjà que les plans Barre ne pouvaient en aucun cas résorber le chômage des jeunes, que ses buts étaient d'offrir une main-d'œuvre bon marché aux patrons. Mais voilà, certains effets de la crise ont de telles conséquences que le patronat est parfois dans l'incapacité de « *profiter des stagiaires* ». Ceci constitue la deuxième raison de l'échec du 2eplan Barre.

Dans le Nord-Pas-de-Calais, et la Lorraine, la restructuration, les licenciements et les mises à pied se succèdent. Beaucoup d'entreprises, malgré les intérêts que leur offrent les stages Barre sont obligés de les refuser. Quelques chiffres en témoignent : en Lorraine, pendant le premier pacte national, 8 737 stages pratiqués en entreprise (*) ont eu lieu contre 4 082 pendant le plan No 2.

Même chose dans le Nord-Pas-de-Calais pendant le plan No 1, 8 972 stages en entreprise ont eu lieu contre 1 449 pendant le plan No 2.

Les contrats emploi-formation ont régressé pareillement : 632 contrats emplois-formation pendant le plan No 1, contre 580 pendant le plan No 2 en Lorraine et dans le Nord-Pas-de-Calais, les contrats emploi-formation sont passés de 942 à 631 entre le pacte 1 et 2.

Ces exemples sont significatifs. « *L'exploitation des stagiaires était valable l'année dernière* » cette année elle l'est un peu moins pour les patrons, ils sont passés au stade d'exploiter au maximum l'apprentissage.

(*) Différents stages Barre qui entrent dans le cadre du second pacte national pour l'emploi.

Nathalie VILLOTIERS.

Le 2e pacte pour l'emploi a été un échec pour le gouvernement. Les patrons ont moins embauché. Les conditions n'étaient sans doute pas assez avantageuses pour eux

LUTTE

Coup de pouce à Chaban, coup de Barre à l'AFPA

Les 760 grévistes veulent conserver leur emploi à Montreuil !

LES 760 employés du centre de l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) de Montreuil sont en grève. Ils occupent les locaux pour empêcher que leur centre ne soit transféré à Bordeaux comme l'a décidé le premier ministre. Une opération publicitaire pour Chaban-Delmas pour sa prochaine réélection au Conseil général d'Aquitaine dans le cadre du plan Aquitaine. Une opération qui ne créerait aucun emploi dans la région bordelaise mais qui est une attaque de plus des capitalistes contre les travailleurs.

Jeudi, les grévistes, qui sont en majorité des femmes (elles représentent 60 % du personnel), ont donné une conférence de presse. La combativité ici se voit partout : à l'animation qui règne à l'entrée du grand bâtiment du siège où les vitres sont recouvertes de nombreux bandeaux : « Non au transfert », « Changement de siège : 450 femmes au chômage » dans le hall tapissé d'une multitude d'affiches manuscrites, dans les nombreuses initiatives prises par les grévistes aussi.

UNE OPÉRATION BLANCHE POUR L'AQUITAINE, NOIRE POUR LE PERSONNEL

Cette opération de transfert, c'est-à-dire la suppression de 760 emplois à Montreuil et la création de 800 emplois en Aquitaine coûterait quelques 13 milliards de centimes. La création d'emplois, c'est un mensonge : le chômage qui règne aussi dans la région parisienne n'est pas fait pour inciter les employés à rester. Ils seraient tentés de suivre le transfert du siège pour ne pas perdre leur travail. On est donc loin de la création de 800 emplois nouveaux. De plus, les conjoints, les enfants qui travaillent ne devraient-ils pas rejoindre la masse des chômeurs pour rester avec leurs familles ?

Les milieux officiels eux-mêmes reconnaissent que cela ne ferait, aux mieux pour Bordeaux, que dix emplois de plus ! C'est-à-dire que chaque emploi créé coûterait 260 000 000 de centimes. Et l'intersyndicale (CGT-CFDT-FO-CGC) estime qu'avec cette somme un certain nombre de centres moyens pourraient être créés, entrainant du même coup la création de 400 emplois effectifs !

UNE OPÉRATION POLITIQUE

Certes la décision de transfert aurait été prise il y a deux ans en Conseil inter-ministériel. Mais voilà l'assemblée générale ordinaire de l'AFPA (composée de représentants patronaux, syndicaux et salariés) était prévue pour fin janvier. Or, une réunion extraordinaire a été convoquée le 5 pour annoncer la décision : il fallait bien annoncer le transfert avant la date de la réélection au Conseil général de l'Aquitaine, cela sera toujours susceptible de faire quelques voix de plus à Chaban-Delmas ! C'est Barre qui a pris la décision. Giscard n'essayerait-il pas de récupérer ce baron du gaullisme, écarté depuis quelque temps du RPR par Chirac ? Mais qu'y a-t-il aussi derrière la tête des grands monopoles contre la FPA ? Elle ne les laisse pas indifférents puisqu'un représentant de l'Union des industries minières et métallurgiques (UIMM), un de ceux qui actuellement jettent au chômage des milliers de travailleurs, était présent à l'assemblée extraordinaire ?

LES GRÉVISTES LUTTENT POUR CONSERVER LEUR EMPLOI

Ils ont commencé une vaste campagne d'explication depuis déjà une semaine. Aujourd'hui, ils occupent le siège ! Les travailleurs et travailleuses, se sont répandus dans toute la région parisienne, ils ont été frapper à toutes les portes, dira un représentant syndical. Dans les dix minutes suivant l'assemblée générale où a été décidée la grève, des groupes ont été constitués avec des tâches bien précises : un, en direction des parlementaires, organisant les délégations, prenant les rendez-vous, un autre envers les différentes instances politiques et gouvernementales : ministères, etc... un groupe de presse. Ce sont les 700 personnes qui, par leurs initiatives participent activement à la grève et lui donnent une grande force.

UNE GREVE OU LES FEMMES JOUENT UN GRAND ROLE

D'abord à cause de leur nombre, elles sont prêtes à travailler ici et puis aussi comme elles le diront : « *Parce qu'elles sont le plus concerné par ce qui leur arrive, parce que le chômage ça touche en priorité les femmes, que la précarisation de l'emploi, c'est les femmes qui la supportent avec toutes ses conséquences.* »

« Notre salaire constitue au moins 50 % du budget familial, ce n'est pas un salaire d'appoint, on ne peut pas le perdre »

D'ailleurs, à cette question de la mobilisation des femmes, la salle devint animée. De nombreuses grévistes qui assistaient à la conférence de presse répondront : « *Dans les différents groupes que j'ai vus, la majorité des femmes qui les composaient, c'est elles qui étaient à la tête, qui téléphonaient, qui organisaient, qui étaient en plein dans l'action, à tel point d'ailleurs qu'on s'est mis à chercher des collègues masculins... « Notre salaire constitue au moins 50 % du budget familial, ce n'est pas un salaire d'appoint, on peut pas le perdre... ». Dans le groupe dont je fais partie, c'est-à-dire intervention auprès des parlementaires, on a recherché des hommes car il nous semblait qu'auprès de certains parlementaires un homme aurait plus de poids, ceci étant, je suis intervenue personnellement et tout parlementaire qu'il était... ». Dans la manifestation qui a eu lieu à Matignon, les femmes étaient nombreuses, on s'est gelé dans la neige, mais elles sont restées... ». Il y a occupation des locaux, dans l'équipe qui restait dès la première nuit, il y a eu 50 % de femmes... » J'ai fait partie d'un groupe de travail au titre de l'AFPA chargé d'étudier les questions spécifiques du chômage des femmes (groupe constitué à la demande du secrétariat à la condition féminine (Françoise Giroud) ; un travail très intéressant a été fait mais finalement le rapport remis n'a servi à rien, on n'en tient pas compte.* »

Par leur lutte actuelle les employées de l'AFPA de Montreuil ont pris une voie plus efficace pour que les patrons prennent en compte les problèmes d'emploi féminin.

René BREAND.

Solidarité avec le Kampuchea

FACE à l'agression soviéto-vietnamienne contre le Kampuchea, il est indispensable que se développe un large mouvement de solidarité et de soutien au peuple cambodgien qui se voit contraint de reprendre les armes et d'engager une nouvelle guerre révolutionnaire pour chasser les nouveaux impérialistes qui ont envahi leur pays.

La soi-disant volonté de détente affichée par Brejnev n'est qu'une ruse mensongère semblable à celles des Hitler et Mussolini chaque fois qu'ils se préparaient à accomplir leurs mauvais coups contre l'Éthiopie, l'Espagne, l'Autriche, la Tchécoslovaquie ou l'Albanie. La classe ouvrière et le peuple de France doivent dénoncer toute hésitation du gouvernement et s'opposer vigoureusement à ses éventuelles tentations capitulardes masquées sous un verbiage pacifiste.

Les plus âgés d'entre nous se souviennent des atermoiements criminels des gouvernements européens des années trente qui ont précipité le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale.

Comme l'a souligné Jacques Jurquet dans l'éditorial de notre quotidien du jeudi 11 janvier : « *Il est indispensable et urgent que les masses populaires de notre pays engagent de grandes actions pour s'opposer au déclenchement d'une troisième guerre mondiale* ».

Nous rendons compte ci-dessous de deux initiatives prises dans le cadre de cette campagne de solidarité et de soutien au peuple du Kampuchea. Nous lançons un appel à nos correspondants et à tous nos lecteurs : envoyez-nous rapidement des informations sur toutes les actions engagées autour de vous pour que nous les fassions connaitre.

Déclaration solennelle sur la situation au Cambodge

NOUS, qui par le passé avons soutenu les luttes des peuples du Vietnam, du Laos et du Cambodge contre l'agression américaine, indépendemment de nos jugements respectifs, parfois opposés, sur ce qui s'est passé au Cambodge de 1975 à 1978, condamnons l'occupation de ce pays par l'armée vietnamienne, la dénonçons comme une atteinte intolérable à l'indépendance d'un État et d'un peuple qu'aucun argument quel qu'il soit ne saurait légitimer.

L'agression vietnamienne actuelle ne résoudra aucun des problèmes intérieurs du Cambodge, pas plus qu'en 1968 l'occupation militaire soviétique de la Tchécoslovaquie n'a permis de régler ceux du peuple tchèque:

La grave situation créée aujourd'hui dans le Sud-Est asiatique est contraire aux intérêts respectifs des peuples combodgien, lao et vietnamien.

Profondément émus et indignés par cette intervention, nous exigeons du gouvernement vietnamien le retrait immédiat de ses troupes du territoire cambodgien, afin que ces peuples retrouvent une paix chèrement conquise dans leurs luttes contre l'impérialisme américain.

Comme le déclarait le président Ho Chi Minh : « Rien n'est plus précieux que l'indépendance et la liberté ! »

Les personnes désireuses de s'associer à cette déclaration doivent envoyer leur signature à :
M. le Docteur Robert ANDREI, ancien militant du Comité Vietnam national ; 9, rue du Sud, 13003 MARSEILLE

Première liste de signataires

Robert ANDREI, médecin ; Jean-Marie PONCET, médecin ; Roger FELTS, médecin ; Philippe PONCET, médecin ; Françoise CAROZ, médecin ; Christian BRUSCHI, maitre-assistant à l'université d'Aix-Marseille ; Myrtho BRUSCHI, avocate ; Paul-Albert FEVRIER, professeur à l'université d'Aix-Marseille ; Eugène POMPEI, engagé volontaire pendant la guerre de 1939-1945, croix de guerre ; Sam COHEN, ancien déporté à Bergen-Belsen ; Robert PEDEVILLA, ingénieur des Ponts-et-Chaussées ; Frédéric BERAHA, professeur agrégé de mathématiques ; J. Pierre COURTES, enseignant ; Bernard DELORD, assistant de recherches à l'INRA ; Dominique BLONDEAU, médecin ; Roger LAFFONT, militant syndicaliste ; Lisette BLACHE, mère de famille.

« Des inquiétudes quant à la possibilité d'une troisième guerre mondiale »

Une lettre d'un professeur sur son action dans son lycée

VOICI les résultats d'une initiative prise dans mon établissement

Dès lundi, j'ai fait des panneaux sur l'agression dont était victime le Cambodge et proposé l'envoi d'un télégramme à l'ambassade du Vietnam ainsi conçu :

« Les enseignants et les élèves sous-signés protestent contre l'agression du Cambodge contraire aux droits des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le peuple vietnamien qui s'est illustré dans la lutte contre l'agression américaine ne peut à son tour devenir agresseur. Nous exigeons le retrait immédiat et inconditionnel de l'armée vietnamienne du sol cambodgien ». Ce télégramme a été signé par une vingtaine de professeurs et une soixantaine d'élèves à ce jour mais nous pensons atteindre la centaine de signatures.

Au cours de cette action, j'ai rencontré deux enseignants et une camarade du PCR qui ont été bouleversés par la prise de Phnom Penh et nous nous sommes mis d'accord pour organiser une réunion d'information au lycée sur ce qui se passe dans le Sud-Est asiatique.

Ayant pu discuter avec pas mal de collègues, j'ai pu constater que beaucoup condamnent l'agression même du simple point de vue moral et quelque soit ce qu'ils aient pu penser du régime du Kampuchea, la déception par rapport au Vietnam est visible et peut entrainer aussi des doutes sur le socialisme en général. Enfin, et c'est un fait nouveau, quelques enseignants commencent à avoir des inquiétudes quant à la possibilité d'une nouvelle guerre mondiale et pour certains reprennent les arguments que notre Parti développe sur la situation internationale : le rôle de l'URSS et sa progression inquiétante, jusqu'où iront les Russes et doit-on les laisser faire ? C'est nouveau car quand notre cellule développait les dangers d'une nouvelle guerre on se moquait de nous.

L'attitude des militants du PCF de notre lycée est intéressante aussi : la cellule est divisée depuis longtemps et n'a pratiquement aucune vie, ses membres adoptent une position gênée, embarrassée et évitent la discussion, quelques uns reprennent L'Humanité et déclarent ne pouvoir prendre position dans la mesure où l'agression n'est pas prouvée : « Si on te le prouve, prendrais-tu position contre ? Oui ! ». Enfin, un des membres a signé le télégramme sans aucun problème, convaincu, lui, de l'évidente hypocrisie du gouvernement vietnamien.

Donc, dans ma boite, ce n'est pas le PCF qui soutient mordicus l'agression pour l'instant mais bien plutôt les trotskystes (de tous poils) qui ont été les plus violents à mon égard : car pour eux, c'est la Chine qui fomente la guerre. Pour eux, on ne peut condamner le Vietnam sans condamner d'abord le régime de Pol Pot.

Enfin, une partie des enseignants, celle qui ne fait jamais grève, celle qui se dit apolitique m'a rit au nez car ils pensent qu'ils n'en ont rien à foutre, qu'ils ne valent pas mieux les uns que les autres et qu'ils s'entretuent ça ne les gêne pas, qu'ils n'avaient pas à chasser les Américains si c'était pour les remplacer par les Russes.

Et enfin, un professeur d'origine vietnamienne qui a sa famille encore là-bas est aussi bouleversé et m'a dit qu'il ne pouvait que condamner ce que faisait son pays en ce moment mais qu'il ne pouvait s'associer au télégramme par réflexe national.

Pour les élèves, la prise de position a été plus rapide et plus simple : pour eux une agression est une agression quel que soit le pays qui la fait et ça s'explique très bien par le fait qu'ils n'ont pas connu notre expérience de soutien à la lutte des peuples d'Asie du Sud-Est.

Ce qui ressort de cette enquête en dernière analyse, c'est le manque effarant d'information, la confusion des esprits et la difficulté à comprendre ce qui se passe. Quelques questions nous ont été posées.

- *Est-ce une guerre entre l'URSS et la Chine par personne interposée ?*
- *Pourquoi la Chine n'intervient-elle pas militairement ? et deux personnes le souhaitent.*
- *Où sont les Américains là-dedans ? Sont-ils du côté chinois ? Et dans ce cas comment ont-ils pu changer d'attitude par rapport au Kampuchea ?*
- *Est-ce une simple agression comme il y en a eu tant d'autres entre les peuples du tiers monde et pour lesquelles nous n'avons pas bougé le petit doigt ?*
- *Pourquoi les Cambodgiens et les Vietnamiens se haïssent-ils tant ?*
- *Sihanouk : comment un féodal peut-il être patriote ? Comment se fait-il après tout ce qu'il a subi depuis 1975 qu'il ait accepté de faire cette mission ?*

Ces questions ont été posées par des gens qui déjà considèrent que c'est une agression, que le FUNSK c'est rien du tout et qui perçoivent derrière la main de l'URSS, mais qui pour l'instant ne vont pas jusqu'à soutenir le peuple kampuchean, d'autant plus qu'ils décriaient ou faisaient les plus grandes réserves sur la construction du socialisme au Cambodge, avant.

Une lectrice.

Télévision

DIMANCHE 14 JANVIER – A 10 h 30 sur FR3 : Le cinéma du tiers monde

Mosaïque, c'est les une heure trente hebdomadaires où la télévision parle des travailleurs immigrés. Ce dimanche nous pourrons voir des images du festival de Carthage (festival de films du tiers monde). Le film sénégalais Bako sera présenté. L'aventure de deux travailleurs sénégalais qui émigrent en France. On présentera notamment « Les fils de Fierro » du cinéaste argentin Fernando Salanas. Il est l'auteur d'un des monuments du cinéma argentin révolutionnaire : « L'heure des brasiers ». Ce film a eu une grande influence sur le cinéma révolutionnaire au niveau mondial. C'est une fresque sur le péronisme et sur la résistance du peuple argentin à l'oppression. Solanas est en exil. Participeront aussi à l'émission le « Cuarteto Cedron » (Argentine), le chanteur Al Achaag (Algérie) et Lamine Konte qui interprète la chanson du film « Bako ».

LUNDI 15 JANVIER – A 21 h 40 sur A2 : Rocard

L'homme qui monte. Au moment où se prépare le congrès du Parti socialiste, où la campagne électorale pour les élections au Parlement européen est en route, au moment où les présidentielles approchent, on parle beaucoup de Rocard. En effet, il vient de rassembler autour de lui tout un courant qui s'oppose à François Mitterrand. Les caractéristiques de ce courant sont surtout le refus de l'union et concessions avec le PCF. Ce courant compte les membres du PS, les plus résolument favorables à l'Europe.

C'était mercredi

L'éducation surveillée

Une émission très intéressantes parce quelle donnait la parole aux jeunes qui se trouvent en centre de redressement. Plus de 120 000 jeunes passent chaque année par la justice. 60 000 sont en centre. Dans les centres ils travaillent 23 heures par semaine en atelier, ils réalisent des travaux pour l'extérieur. On les paye 51 F par mois !

Dans ces centres, il y a les coups et le chantage à la perm. Les métiers qu'on leur apprend sont principalement ceux qui ont trait au bâtiment. Visiblement, ils n'ont pas leur mot à dire dans le choix de leur branche. Fait exceptionnel, on a pu entendre le témoignage d'un jeune en prison qui expliquait que la prison est une machine à fabriquer des délinquants.

C'était une bonne émission, malgré l'attitude moraliste des animateurs. Les témoignages dénonçaient dans les faits cette société qui rejette les jeunes travailleurs ou fils de travailleurs, les prive de travail tout en leur faisant miroiter des objets de consommation qu'ils ne peuvent pas se payer.

Léon CLADEL

HISTOIRE

La révolution de 1848 en France

D'après l' *Histoire du Mouvement Communiste International*

(Aux Editions du Centenaire)

LA révolution de Juin 1848 en France, c'est la première fois que les travailleurs se dressent et prennent les armes pour leurs intérêts propres. En 1789 déjà, les travailleurs avaient pris une part active à la révolution sous la direction de la bourgeoisie. C'est la première fois que la classe ouvrière apparait de façon autonome sur la scène de l'histoire et qu'elle pose le problème du pouvoir politique.

Marx et Engels participèrent activement à la révolution de 1848. Ils y virent la confirmation du *« Manifeste du Parti communiste »* écrit en 1847, comme programme de la Ligue des communistes.

Mais 1848 leur permet d'approfondir et de préciser le *Manifeste*, en particulier sur la dictature du prolétariat, sur la nécessité de la révolution ininterrompue et sur l'unité ouvriers-paysans.

EN 1830, LES CANUTS

Déjà, dans les années 1830 à 1840, les travailleurs avaient livré de nombreux combats. En effet, la révolution industrielle, le développement et la mécanisation de l'industrie avaient eu pour conséquence de grossir les rangs de la classe ouvrière. En même temps, s'étaient accrues l'oppression et l'exploitation des ouvriers qui devenaient de plus en plus pauvres. Dès 1825, se produisit la première crise économique en Angleterre, crise que les patrons faisaient payer aux travailleurs.

Dès sa naissance, le prolétariat dut lutter contre la bourgeoisie. Ce fut d'abord une lutte spontanée, les travailleurs brisaient les machines et ne s'attaquaient qu'à un capitaliste en particulier.

Mais, au fur et à mesure que ses rangs grossissaient, le prolétariat augmentait son niveau de conscience et sa capacité d'organisation pour attaquer la bourgeoisie. En 1831, à Lyon, les Canuts (ouvriers du textile) se soulevèrent et prirent les armes pour demander un salaire décent et des conditions de travail correctes. En 1836, ce fut le déclenchement du mouvement chartiste en Angleterre sur les mots d'ordre *« Du pain ou la révolution »*. Au même moment se déclenchait le mouvement des tisserands de Silésie, en Allemagne. Ces luttes marquent le début de l'engagement des ouvriers vers un mouvement politique indépendant de la bourgeoisie.

LA RÉVOLUTION DE 1848 EN FRANCE

Elle fut à l'avant-garde de la révolution dans les autres pays d'Europe. C'est Louis Philippe qui régnait à cette époque. Il représentait les intérêts de la grande bourgeoisie financière. Sa politique intérieure et extérieure était au service exclusif des intérêts de cette fraction. La bourgeoisie industrielle, quant à elle, s'opposait à la politique absolutiste de l'aristocratie financière. D'autre part, sur trente-six millions d'habitants, seuls deux-cent mille bénéficiaient du droit de vote. Non seulement les ouvriers et les paysans étaient privés de ce droit, mais aussi la petite bourgeoisie et une partie de la bourgeoisie industrielle. Une partie des députés réclamaient une réforme électorale. Bien sûr, les intérêts et les objectifs politiques des différentes classes étaient distincts. La crise économique de 1847 approfondit les contradictions de classe et créa rapidement les conditions d'une crise révolutionnaire.

LES BANQUETS

La situation révolutionnaire et la crise donnèrent lieu à l'agitation des banquets, véritables rassemblements politiques destinés à promouvoir la réforme électorale. Le plus grand de ces banquets devait se tenir le 22 février 1848. Il fut interdit, cela provoqua la levée des masses à Paris, avec une manifestation géante composée principalement d'ouvriers. Le soir, il y avait plus de 1 500 barricades dans Paris. Le peuple et les ouvriers prirent les armes (dans les casernes et les dépôts) et attaquèrent le Palais Royal aux cris de *« Vive la République »*, *« A bas Louis Philippe »*. Louis Philippe n'eut que le temps de partir vers l'Angleterre. Et la Révolution de février forma le gouvernement provisoire. Les ouvriers parisiens qui avaient formé le gros des troupes furent de fait écartés de la direction du mouvement par les bourgeois. Ce gouvernement ne constituait qu'un compromis entre diverses classes dont les intérêts étaient diamétralement opposés. Mais cette alliance était provisoire.

Le 17 mars 1848.
Les ouvriers manifestent massivement à l'Hôtel-de-Ville

TANT QUE LES OUVRIERS EURENT DES ARMES

Tant que les ouvriers eurent des armes, le gouvernement vota des mesures plus favorables aux travailleurs, comme l'instauration du suffrage universel et l'abolition du droit de vote basé sur la fortune. Il promit le droit au travail, la réduction de la journée de travail. Pour tromper les ouvriers, le gouvernement nomma une « commission du travail », présidée par le socialiste petit-bourgeois, Louis Blanc. Cette commission devait arbitrer les conflits patrons-travailleurs. Elle n'avait aucun moyen d'agir, aucun pouvoir.

Louis Blanc s'en remit au gouvernement pour régler les problèmes des ouvriers et fit des compromis inacceptables avec la bourgeoisie. Il collabora avec elle appelant les ouvriers à la patience. Pendant ce temps, les bourgeois confisquaient les armes des travailleurs, réorganisaient la Garde nationale et renforçaient les moyens de répression.

LES ATELIERS NATIONAUX

La bourgeoisie créa les Ateliers nationaux pour faire semblant de satisfaire la revendication du droit au travail. Ces Ateliers nationaux résultaient d'un projet de Louis Blanc. La bourgeoisie présenta cela comme une mesure socialiste pour discréditer le socialisme. En fait, la bourgeoisie avait ramassé 100 000 chômeurs qu'elle avait organisés de façon para-militaire pour effectuer de lourds travaux très peu rémunérés. C'était le contraire du socialisme.

Dans le même temps, la bourgeoisie fixa une taxe touchant particulièrement les paysans en disant que c'était pour financer les Ateliers nationaux. Cela pour diviser les ouvriers des paysans. La bourgeoisie voulait ainsi discréditer le socialisme.

LES JOURNÉES DE JUIN 1848

Le 21 juin, le gouvernement décida de fermer les Ateliers nationaux, ordonnant que tous les ouvriers célibataires devaient être incorporés dans l'armée. Le 22 juin, Paris était couvert de barricades. Les ouvriers se lancèrent dans une grande insurrection contre la bourgeoisie sur le mot d'ordre : *« Pour la République démocratique et sociale »*.

40 000 insurgés désarmés et sans chefs s'opposaient à 200 000 soldats bien équipés. Après cinq jours de combat, ce fut l'échec et la terreur blanche : condamnations, déportations, assassinats. La bourgeoisie montrait son masque despotique. Le combat de ces journées de juin revêt une grande importance. Marx en a parlé en ces termes : *« La première grande bataille entre les deux classes qui divisent la société moderne. C'était une lutte pour le maintien ou l'anéantissement de l'ordre bourgeois »*. C'est une date importante pour le mouvement ouvrier et dans l'élaboration des thèses de Marx et d'Engels. Dans le livre édité par E 100 : *« Le Mouvement communiste international »*, on peut voir comment Marx et Engels à partir de leur liaison et de leur participation aux luttes révolutionnaires ont forgé la théorie du socialisme et de la dictature du prolétariat.

Léon CLADEL

Dans la collection *« Petite bibliothèque chinoise »* les Éditions du Centenaire ont publié récemment le premier tome de l'*« Histoire du Mouvement communiste international »*, un ouvrage indispensable. Demandez-le à votre libraire. Prix : 18 F. Les commandes par correspondance sont à adresser à E 100 – 24, rue Philippe de Girard, Paris 10e

Ajouter 1,50 F pour participation aux frais de port

BLOC-NOTES

PARIS
Meeting de soutien au peuple iranien

A l'appel de UEIF, PCRml, PCML, UCF, OCF. Le jeudi 18 janvier à 20 h 30. Mutualité, salle B. Metro Maubert-Mutualité.

PARIS
Halte à l'agression vietnamienne

Cette soirée de témoignage et de débat est organisée par le Comité d'initiative national pour la création d'une association d'amitié France-Kampuchea. Un membre de la délégation du PCML au Kampuchea y participera. Des diapositives et un film kampuchean seront projetés. Elle aura lieu à la faculté de Vincennes, le mercredi 17 janvier 1979, amphi 2 à 16 heures.

REIMS
Journée porte-ouverte dans un foyer Sonacotra.

Cette journée est organisée par les résidents des foyers Sonacotra Bienfait et Siegfried qui sont en grève depuis trois mois.

Elle aura lieu le samedi 13 janvier de 12 h à 20 heures au foyer Bienfait - 1, rue du docteur Bienfait (près du pont d'Epernay) à Reims. Animation, diapositives, exposition, film-débat. Pour vous informer, pour marquer votre solidarité, participez à cette journée porte ouverte.

NOTE DE L'ADMINISTRATION

L'administration du quotidien rappelle à tous ses correspondants plusieurs règles simples, pour accélérer son travail et rendre plus facile sa tâche.

– 1. Quand vous envoyez de l'argent au journal (virement postal, chèque bancaire, mandat lettre, mandat carte) n'oubliez pas d'accompagner ceux-ci avec une feuille séparée indiquant à quoi correspond votre réglement (souscription, réglement de vente de l'Humanité rouge quotidien ou bimensuel, règlement de brochures, etc.) ne pas écrire ces indications au talon des mandats cartes, virement postaux et chèques bancaires, seule l'administration du journal est intéressée par ces renseignements.

– 2. Etre toujours précis dans vos commandes. *L'Humanité rouge* ne traite que les commandes concernant le quotidien, le bimensuel, les affiches centrales, les tracts, la souscription, les abonnements et c'est tout. Pour ce qui concerne d'autres revues ou publications, il faut s'adresser soit aux « Herbes sauvages », à *Prolétariat*, à l'APN, ou à la *Faucille* en fonction des secteurs intéressés.

– 3. Respecter les délais pour les réglements du matériel, notamment pour le bimensuel, pour la souscription, pour les cartes postales ou pour les calendriers.

– 4. Pour les commandes spéciales du quotidien ou bimensuel, le dernier délai pour les commandes est à 11 h 30 le jour de la sortie du quotidien demandé ou du bimensuel (le mardi).

– 5. Pour la correspondance, inscrire sur l'enveloppe si c'est pour la rédaction ou pour l'administration cela accélère l'acheminement de la correspondance.

– 6. S'il doit y avoir une correspondance commune rédaction-administration séparer les deux types de correspondance avec un enveloppe intérieure qui séparera les deux secteurs.

– 7. Pour les réabonnements, si vous n'utilisez pas les formules de réabonnement qui vous sont adressées une quinzaine je jours avant la fin de votre abonnement indiquez si vous vous réabonnez, qu'il s'agit d'un réabonnement, cela évite de retaper une carte qui existe déjà et qui est encore utilisable. (A moins d'un changement d'adresse bien sûr).

Toutes ces mesures simples bien appliquées éviteront les erreurs, les courriers aller et retour pour des demandes d'explication, les retards, confusions, perte de temps, perte d'efficacité.

Prenez contact avec le
Parti communiste marxiste-léniniste.

NOM. . . . . .
PRÉNOM. . . . . .
Lieu de travail. . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson – Front ouvrier : Gilles Carpentier – International : Annie Brunel
L'Humanité rouge – Pour toute correspondance : BP : 61 75861 Paris cedex 18
CCP : 30 226 72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 4e trimestre 1978

1967 : il y a 12 ans, Usinor-Thionville

10 jours de grève résolue des sidérurgistes

Une autre lutte des sidérurgistes : 1954, manifestation à Hayange pour la 4e semaine de congés payés

LE 18 avril 1967, les sidérurgistes se mirent en grève. Une grève qui dura jusqu'au 28 avril. Une grève où ils eurent à affronter les forces de l'ordre bourgeois venues les réprimer. Les revendications portaient sur les salaires, la sécurité de l'emploi, la généralisation des préretraites, etc. C'était aussi une lutte contre le chômage : les capitalistes venaient de décider de la suppression de 10 000 emplois en Lorraine. Nous avons voulu pour nos lecteurs faire revivre cette grève à travers les coupures de presse de l'époque, une grève où la démocratie prolétarienne était mise en application. Seules des grèves aussi résolues permettent de faire échec aux plans du patronat.

MERCREDI 26 AVRIL

La décision des mineurs de fer de libérer pour 48 heures les stocks de minerai n'a guère eu d'effet sur les sidérurgistes en grève. A Usinor-Thionville, plus de 300 de ceux-ci qui en sont à leur neuvième jour de grève, ont empêché hier après-midi, vers 17 heures, l'entrée d'un train de minerai en provenance de Metzange. La journée s'est traduite par un net durcissement. Un peu plus tard, il y aura plus de 500 personnes devant le portier 1, route de Metz.

C'est le plus grand rassemblement constaté depuis le début du mouvement à Usinor. Les grévistes manifestent bruyamment et parfois, invectivent les ouvriers qui passent le portier sous la protection des gardes-mobiles. Le meeting maintenant journalier de Terveille a rassemblé plus de 300 ouvriers. Les orateurs déclarent qu'ils n'accepteront plus aucun accord au rabais. Dans l'après-midi, un membre du comité de grève annonce : « *Un train de minerai arrive de Metzange* ». Aussitôt, c'est la ruée vers le passage à niveau où le train est arrêté. Des rumeurs circulent : « *La direction a prévenu les grévistes de l'arrivée du train* ». Elle est en effet présente par la personne de Blanc, chef du personnel, qui s'est fait accompagner d'un huissier. Même les femmes des Cités Acacias toutes proches se sont jointes aux grévistes qui font barrage de leur corps. Au mégaphone, les représentants syndicaux haranguent leurs troupes : le train ne passera pas et en fait il recule, et rejoint Metzange en marche arrière sous les applaudissements. Ensuite, après avoir laissé un piquet renforcé, les autres grévistes gagnent la place de l'Ile-de-France en plein milieu de la cité des Acacias. De nombreuses femmes se sont jointes à eux. Elles sont fortement encouragées à soutenir la grève de leurs maris, elles qui savent combien il est difficile de joindre les deux bouts. Puis un délégué de nationalité italienne s'adressera dans sa langue maternelle aux ressortissants transalpins.

Le pourcentage des grévistes a légèrement baissé. A cela, les dirigeants de FO ne sont pas étrangers. En effet, ils apportent leur contribution à la campagne de division , aidant ainsi à renforcer le silence et l'intransigeance des patrons. » Ce même jour à la réunion quotidienne, la CGT et la CFDT décident de s'associer à la solidarité organisée par le comité de soutien, le samedi 29 avril pour aider les mineurs et les sidérurgistes en grève.

Après le tour d'horizon fait par les représentants syndicaux, les grévistes ont longuement discuté de deux éventualités : reprendre le travail ou continuer la grève, jusqu'à la fin de la réunion des représentants patronaux. Dans le premier cas, ils posent des conditions : retrait des forces de police au portier 1 et établissement des revendications particulières à chaque service.

Dans ce cas de la poursuite de la grève, les délégués ont demandé aux grévistes de les aider à renforcer le dispositif du portier 1 où des non-grévistes profitent de la présence de la police pour rentrer travailler, alors que les portiers 5,6,7 sont solidement verrouillés par les piquets de grève. C'est cette dernière solution qui fut retenue finalement à l'unanimité.

VENDREDI 28 AVRIL : UNE JOURNÉE DÉCISIVE

La journée avait pourtant commencé sous son jour habituel. Peu avant six heures, M. Grégoire et Mme Lasen, épouse d'un gréviste prirent la parole au portier 1 devant environ 200 ouvriers pour appeler les travailleurs à poursuivre leur lutte. A 10 heures, les résultats de l'entrevue qu'avaient eue veille au soir les représentants patronaux et les organisations CFDT-CGT étaient rendues officielles et aussitôt le comité de grève d'Usinor se réunissait au café des Pêcheurs, route de Metz, afin d'examiner à nouveau la situation.

Vers 12 h 30, les gendarmes mobiles arrivaient en nombre au portier 5 et 6 dispersant les piquets de grève, enlevant les barricades qui, depuis une semaine, condamnaient les accès. Cette action des forces de police fit monter la tension chez les grévistes. C'est ainsi que dès 13 h 30, environ 250 personnes se trouvaient réunies devant le portier 1. Tour à tour les représentants CGT et CFDT prirent la parole pour encourager les travailleurs à poursuivre la grève, s'élevant contre l'intervention des gendarmes mobiles. Tout laissait à penser que la grève allait se poursuivre. Néanmoins, rendez-vous fut donné à 17 heures, salle Boulicaut, à Terveille. A 15 heures, la commission exécutive se réunissait pour préparer l'assemblée commune des syndiqués CGT-CFDT devant se tenir au cours de l'après-midi à Hagondage.

Enfin, vint l'assemblée des grévistes d'Usinor. A 17 heures, plus de 300 personnes dont une trentaine de femmes prirent place salle Boulicaut. Les origines de la grève furent rappelées. Les accords de la veille disséqués. Finalement, la décision de reprendre le travail fut prise après 11 jours de grève. Cette décision de reprendre le travail, intervenue à la suite des concessions accordées par le patronat était assortie de trois conditions : le retrait immédiat des forces de police, stationnant dans et devant l'usine, pas de sanction pour faits de grève, élaboration d'un programme d'application des accords patrons-syndicats.

Malgré l'interdiction du préfet d'effectuer une marche sur Thionville, environ 250 manifestants se sont présentés hier matin dès sept heures trente aux portes de la ville, par la route de Metz. Conduits par les principaux délégués syndicaux CGT, CFDT, les manifestants portaient des pancartes où figuraient des slogans revendicatifs et syndicaux. Ils s'apprêtaient à gagner la sous-préfecture. Leur marche fut stoppée au rond-point Merlin par d'importantes forces de l'ordre : trois sections de gardes-mobiles, mousqueton sur l'épaule avaient pris position de part et d'autre de la route de Metz, ainsi que sur l'îlot central donnant accès au rond-point.

A l'arrivée des manifestants dont le nombre assez restreint s'explique par la succession d'ordre et de contrordre donnés la veille au sujet de cette manifestation, un bref dialogue s'engagea entre délégués et représentants de l'ordre. Les uns demandant la liberté de manifester, les seconds la refusant. Malgré cette interdiction, aucun incident ne se produisit. Après avoir élevé les vives protestations les délégués syndicaux appelèrent à la poursuite de la lutte en prenant part notamment aux manifestations qui devaient avoir lieu l'après-midi à Hayange et Moyeuvre-Grande. Vers huit heures quinze, les manifestants se dispersèrent. Une surprise attendait les ouvriers et employés d'Usinor-Thionville : au lieu du piquet de grève devenu familier, se sont des détachements de gardes-mobiles qu'ils trouvèrent en faction aux différents portiers de l'usine où, au poste du matin, 24 % du personnel était en grève. A l'usine uckangeoise, des hauts fourneaux réunis de Saulnes et Uckange, 23 % du personnel était en grève au cours de ce même poste du matin. L'après-midi, deux délégués prirent la parole aux portiers 1 et 6 d'Usinor-Thionville et invitèrent les travailleurs à se rendre au meeting de Hayange. De ce fait vers quatorze heures trente, une quarantaine d'ouvriers se retrouvaient place de la Liberté pour gagner la vallée de la Fensch en voitures particulières. Les forces de l'ordre intervinrent là aussi pour leur demander de se disperser. Pour les postes de l'après-midi, le pourcentage des grévistes tournait autour de 28 %.

Le soir pour le poste de nuit, des piquets de grève avaient été installés à tous les portiers d'Usinor-Thionville. Munis de hauts-parleurs, les délégués syndicaux ont harangué les travailleurs, leur demandant de suivre l'ordre de grève. Ils leur expliquaient les raisons du mouvement, leur donnaient le compte rendu des manifestations de l'après-midi et souhaitèrent qu'Usinor-Thionville suive l'exemple des autres usines en s'associant plus largement au mouvement. Les délégués demandèrent au personnel requisitionné pour raison de sécurité de leur remettre les convocations pour les donner à l'inspection du travail et montrer que la direction avait utilisé ce procédé pour faire échec au mouvement. Des gendarmes mobiles dont l'arrivée fut saluée par une vague de huées remplacèrent vers 22 heures les gardiens de la paix de Thionville qui veillaient jusqu'alors à la liberté d'accès de l'usine.

JOURNÉE DU VENDREDI 20 AVRIL

La grève des travailleurs d'Usinor-Thionville s'est poursuivie. Le pourcentage des grévistes tournait autour de 65 %. Les piquets de grève composés d'une douzaine de personnes se relèvent à chaque changement de poste et cela à tous les accès de l'usine.

A 14 heures, une prise de parole s'est effectuée au portier 1, constamment placé sous garde d'un important cordon de gendarmes mobiles armés de mousquetons et de mitraillettes. Tout d'abord, Grégoire, délégué du personnel mensuel fit le compte rendu de l'intersyndicale CGT-CFDT. Puis Hatstatt, secrétaire de UD-CGT, se saisit du micro pour exiger avec force le départ immédiat des forces de police, rappelant les violents incidents qui avaient éclaté le veille, menaçant d'effectuer une marche sur l'Hôtel de ville, si satisfaction n'était pas obtenue dans les plus brefs délais.

LE 22 AVRIL

La situation est sans changement. Seule la cockerie a marché au ralenti. Un meeting d'informations a lieu au Casino à Thionville pour faire le point et décider des modalités de l'action à poursuivre. Pendant ce temps, à Sollac, l'action engagée se poursuit. Au train à froid, après les pontonniers qui ont débrayé une heure le 20 avril, les services électriques et la mécanique ont engagé l'action le 21 avril par un arrêt de travail de trois heures à chaque poste, pour la défense de leurs revendications particulières : une augmentation de 0,30 % de l'heure, prime d'ancienneté, indemnité de logement, classifications. Mouvement suivi à 100 %.

Les ouvriers des établissements De Wendel à Hayange ont repris le travail. Cela n'a pas affecté les grévistes à Thionville qui sont toujours aussi résolus. A la réunion d'information, au casino municipal, des délégués informent que « *certains travailleurs de la nouvelle usine viennent travailler dans l'ancienne. Mais ils ne représentent que 3 à 4 %* ». Leur attitude s'explique par le travail de sape quotidien auquel se livrent les cadres et FO. Ils concluèrent « *nous devons continuer, aller jusqu'au bout !* ». Dans d'autres interventions, furent dénoncées les tentatives pour créer un fossé entre ouvriers. Les raisons de la grève remontent à l'après-guerre : « *Nous n'aurions jamais dû accepter la politique des heures supplémentaires et des majorations exceptionnelles. L'ouvrier français en paie maintenant les conséquences et il reste l'Européen faisant le plus grand nombre d'heures pour un pouvoir d'achat moindre* ». Le spectre du chômage fut aussi évoqué : « *Nous ne devons pas accepter que des jeunes restent devant les portiers, sans travail. Il vaut mieux perdre quelques journées de travail aujourd'hui que d'être chômeur demain* ».

L'attitude des dirigeants de FO fut stigmatisée : « *Il faut les amener à d'autres conceptions en renforçant l'unité ouvrière* ». Quant à la pression policière : « *Elle fait penser aux pires périodes de l'occupation. Les travailleurs d'Hayange ont eu peur et ont repris le travail. On ne doit pas les condamner eux, mais le gouvernement qui a mis sa police au service des patrons* ».